

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/155

28 juin 1999

(99-2668)

Conseil du commerce des marchandises
2 juillet 1999

PÉROU – ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Projet de décision portant octroi d'une dérogation

Prenant acte de la demande présentée par le gouvernement péruvien en vue d'obtenir une dérogation à ses obligations au titre de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, conclu à Marrakech le 15 avril 1994 ("Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane")¹;

Reconnaissant que, le 1^{er} avril 1994, le Pérou est devenu partie contractante à l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, conclu le 12 avril 1979 ("Accord du Tokyo Round sur l'évaluation en douane"), et qu'il s'est prévalu du paragraphe 1 de l'article 21 de cet accord pour différer l'application de ses dispositions pour une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour le Pérou, et qu'il était donc prévu qu'il applique les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane d'ici au 1^{er} avril 1999;

Considérant que le Pérou a accompli des efforts importants pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

Considérant aussi que le Pérou continue de recevoir une assistance technique pour la mise en œuvre et l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, qui contribue de manière significative à atteindre cet objectif;

Notant la détermination dont fait preuve le Pérou de longue date et les efforts considérables qu'il accomplit pour réformer et moderniser son administration douanière;

Notant aussi l'objectif du Pérou consistant à assurer la mise en œuvre et l'administration effectives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

Notant que les autorités péruviennes ont établi un programme de travail détaillé,² auquel participent les ministères et organismes compétents, pour permettre d'élaborer et d'adopter une législation et de mener à bien les procédures administratives et juridiques intérieures, y compris en ce qui concerne la formation, la diffusion de renseignements et d'autres mesures, afin de mettre en œuvre et d'appliquer l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

¹ G/L/311.

² Pièce jointe n° 1.

Notant que le Pérou n'applique pas et n'appliquera pas de valeurs minimales; que les valeurs minimales aux fins de l'évaluation en douane sont interdites par la législation péruvienne; et qu'il ne sera pas appliqué de prix de référence après la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

Notant que le gouvernement péruvien mettra en œuvre et appliquera d'ici au 1^{er} août 1999 le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données³;

Notant les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition et les rapports du Groupe de travail de l'inspection avant expédition⁴;

Notant en outre que le Pérou, s'il décidait de continuer à utiliser l'inspection avant expédition après avoir mis en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, a l'intention de limiter l'utilisation des services d'inspection avant expédition dans le domaine de l'évaluation en douane aux procédures d'évaluation des risques après l'importation, et d'établir un mécanisme administratif pour résoudre rapidement tous problèmes que pourraient rencontrer les exportateurs d'autres pays s'agissant des services d'inspection avant expédition;

Reconnaissant que le Pérou a indiqué que ce serait la seule dérogation qu'il demanderait en vue de différer la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

Eu égard aux Directives concernant l'examen des demandes de dérogation, adoptées le 1^{er} novembre 1956⁵, au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et aux paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce;

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décident, au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus, ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, le Pérou sera relevé de ses obligations découlant de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane du 1^{er} avril 1999 au 1^{er} avril 2000.
2. Le gouvernement péruvien appliquera les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane à 50 pour cent des positions du Système harmonisé figurant dans l'actuel tarif douanier du Pérou (Arancel de Aduanas del Peru) d'ici au 1^{er} janvier 2000 et notifiera ces positions au Conseil du commerce des marchandises avant la mise en œuvre en vertu du présent paragraphe.
3. Le gouvernement péruvien fera rapport au Conseil du commerce des marchandises d'ici au 15 novembre 1999 et au 15 février 2000 sur les progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail figurant dans la pièce jointe n° 1 et sur la situation concernant la mise en œuvre de l'Accord de

³ G/VAL/5.

⁴ G/L/214 (2 décembre 1997) et G/L/300 (18 mars 1999).

⁵ L/532.

l'OMC sur l'évaluation en douane, ainsi que les conditions et modalités énoncées dans la présente dérogation.

4. La présente dérogation est sans préjudice des droits et obligations du Pérou au titre des Accords de l'OMC, notamment des droits et obligations qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

ANNEXE 1

**PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE L'OMC SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE
(PÉROU)**

Activités générales	1999				2000		Organismes responsables de la coordination
	1	2	3	4	1	2	
1 DÉFINITION D'UNE STRATÉGIE GLOBALE POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE - Éléments							MEF – MITINCI MRREE
2 AFFECTATION DE RESSOURCES - Ressources budgétaires - Coopération technique internationale - Affectation de ressources humaines							
3 RAPPORTS ET SURVEILLANCE - Évaluation permanente (Commission multisectorielle) - Rapports aux Membres de l'OMC				x	x		MEF
ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES							
A. ADAPTATION DE LA Législation							
1 DÉFINITION DES ASPECTS TECHNIQUES MENTIONNÉS DANS L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE - Comité technique d'évaluation – Instruments - Décision ministérielle concernant la véracité ou l'exactitude de la valeur déclarée - Décision 3.1 Intérêts - Décision 4.1 Logiciel - Définition de la base f.a.b. ou c.a.f.							MEF-MITINCI MRREE

Activités générales	1999				2000		Organismes responsables de la coordination
	1	2	3	4	1	2	
<p>- Autres (exemple: famille)</p> <p>2 ÉLABORATION ET ADOPTION DE RÈGLES JURIDIQUES POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE</p> <p>- Règlement d'application de l'Accord</p> <p>- Évaluation des infractions et sanctions (Loi générale sur les douanes et règlements) et modifications, le cas échéant</p> <p>- Élaboration et diffusion de manuels de procédures opérationnelles</p> <p>* Manuel sur le régime des importations définitives</p> <p>* Liste de questions G/VAL/5</p> <p>- Adaptation de la structure organique des secteurs de l'Administration des douanes participant à l'application de l'Accord</p> <p>- Adaptation du formulaire de déclaration en douane en fonction des règles de l'OMC et des directives</p> <p>3 DÉTERMINATION DES POSITIONS EN VUE DE L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE</p> <p>4 APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE</p> <p>- Logiciels</p> <p>- Premier groupe de positions (50%)</p> <p>- Deuxième groupe de positions (50%)</p>							MEF-MITINCI MRREE
			x		x	x	

Activités générales	1999				2000		Organismes responsables de la coordination
	1	2	3	4	1	2	
B. FORMATION ET INFORMATION RELATIVES À L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE, AUX DÉCISIONS Y AFFÉRENTES ET AUX DISPOSITIONS NATIONALES CONCERNANT SA MISE EN ŒUVRE 1 FORMATION DU PERSONNEL DES DOUANES ET DES AGENTS - Formation d'instructeurs avec le soutien de l'APEC (20) - Formation d'instructeurs avec le soutien de la BID (40) - Formation du personnel des douanes: (par des instructeurs) * Fonctionnaires, niveau de base * Spécialistes, niveau supérieur * Auditeurs, niveau intermédiaire 2 DIFFUSION DE L'ACCORD AUPRÈS DES AGENTS DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DES UTILISATEURS ET DU GRAND PUBLIC - Formation des utilisateurs externes: (par des instructeurs) * Importateurs (associations) * Agents des douanes (associations) * Autres (entrepôts, transporteurs, etc.) C. INFRASTRUCTURE MATÉRIELLE 1 RÉORGANISATION DES SECTEURS PARTICIPANT À L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE - Définition des fonctions - Evaluation des ressources							MEF
							MEF

Activités générales	1999				2000		Organismes responsables de la coordination
	1	2	3	4	1	2	
<p>2 ADAPTATION DES MODULES INFORMATIQUES CONSTITUANT LE SYSTÈME INFORMATISÉ DE DÉDOUANEMENT (SIGAD)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmission électronique du formulaire de déclaration en douane (B1) - Formalités d'importation autorisées - Liaison électronique entre les bureaux de douane dans le domaine de l'évaluation 							MEF
<p>3 RÉORGANISATION DANS LE DOMAINE DU CONTRÔLE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition des fonctions - Détermination des ressources - Détermination des procédures de gestion de risque "<i>ex post</i>" - Formation d'auditeurs (net 300) - Adaptation de la base de données afin de permettre son utilisation pour le contrôle des risques "<i>ex post</i>" dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane 							MEF

Notes explicatives

MEF: Ministère de l'économie et des finances.

MITINCI: Ministère de l'industrie, du tourisme, de l'intégration et des négociations commerciales internationales.

MRREE: Ministère des relations extérieures.